

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 7-11 novembre 2005**

## QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du  
jour**

**Pour information\***

**F**

Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2005/4-F**  
14 octobre 2005  
ORIGINAL: ANGLAIS

## MISE À JOUR ANNUELLE SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE

\* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

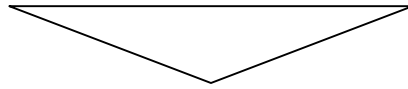
Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, PDP:	M. S. Samkange	tél.: 066513-2767
Chef, PDPF:	M. F. Espejo Elgueta	tél.: 066513-2064

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2645).



## PROJET DE DECISION\*



Le Conseil prend note des informations contenues dans le document "Mise à jour annuelle sur l'alimentation scolaire" (WFP/EB.2/2005/4-F).

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



## INTRODUCTION

1. Le présent rapport propose une mise à jour concernant les événements récents et les mesures prises par le Service de l'alimentation scolaire (PDPF) à l'appui des programmes d'alimentation scolaire et de vivres pour l'éducation mis en place pour atteindre l'objectif de développement énoncé dans la Déclaration du Millénaire concernant l'éducation de base universelle d'ici à 2015 et l'Éducation pour tous.
2. En 2004, le PAM a nourri 16,6 millions d'écoliers dans 72 pays, dont 48 pour cent étaient des filles, soit une augmentation de 9 pour cent par rapport aux 15,2 millions d'enfants qui avaient bénéficié du programme l'année précédente. Ce résultat, cependant, reste bien en deçà du but fixé qui est d'atteindre 50 millions d'enfants d'ici à la fin de 2007. Le PAM lance un appel auprès des donateurs et des gouvernements des pays bénéficiant ou non d'une aide en faveur du renforcement des programmes d'alimentation scolaire. La fourniture aux enfants de repas chauds et nutritifs, de collations ou de rations à emporter à la maison durant l'année scolaire prépare une future génération d'adultes alphabétisés et responsables.
3. Le rapport du Sommet mondial des Nations Unies de 2005 appelle l'attention mondiale sur la nécessité pour les gouvernements et les partenaires de mettre en place des initiatives "...susceptibles d'aboutir à des améliorations immédiates et durables des conditions de vie des populations, ainsi que de faire renaître l'espoir quant à la possibilité d'atteindre les objectifs de développement" par des mesures telles que l'augmentation du "...nombre de cantines scolaires offrant des repas à base de produits locaux...". Le rapport souligne aussi "...l'importance décisive de l'éducation aussi bien scolaire qu'extrascolaire, pour l'élimination de la pauvreté [...] prévue dans la Déclaration du Millénaire, et en particulier l'importance de l'enseignement élémentaire et de la formation de base pour l'élimination de l'analphabétisme..."<sup>1</sup>.

## Financement

4. Le financement des programmes d'alimentation scolaire bénéficiant d'une aide du PAM garde la priorité pour la plupart des gouvernements donateurs, habituels ou non, et des organisations partenaires. En 2004 et en 2005, des fonds importants destinés aux programmes d'alimentation scolaire ont été reçus directement d'Australie, du Canada, de la France, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Suisse et de nombreux autres pays. Les contributions multilatérales non assorties de restrictions continuent d'être une source régulière de financement des programmes d'alimentation scolaire du PAM.
5. Un nombre croissant d'individus et de compagnies privées ont fait des dons ou se sont engagés à appuyer des activités d'alimentation scolaire du PAM. Ainsi, la Croix-Rouge américaine a fait des dons aux pays victimes du tsunami en Asie et le long de la côte de l'Afrique orientale pour la reconstruction des services de santé et d'assainissement et des interventions sanitaires dans les écoles; Cargill, Crédit Suisse, Danone, International Paper, National Postcode Loterij, TIM, TNT, Veolia Environnement et plusieurs autres sociétés ont également versé des contributions aux activités locales d'alimentation scolaire. De nombreuses personnes ont aussi apporté des contributions par le biais des Amis du PAM/États-Unis, des Amis du PAM/Japon, des Amis du PAM/Italie, des bureaux de poste italiens et de la Matrice d'aide à l'alimentation scolaire (<http://wfp.aidmatrix.org>), un moyen convivial de faire des dons aux activités d'alimentation scolaire.

<sup>1</sup> Document final du Sommet mondial de 2005, Nations Unies, septembre 2005.



6. Depuis 2001, et le lancement à titre pilote de l'Initiative mondiale d'alimentation en faveur de l'éducation prévue pour deux ans, les États-Unis restent le plus important donateur par ses contributions en nature aux activités d'alimentation scolaire de l'Organisation, qui continue par ailleurs de bénéficier du Programme international George McGovern–Robert Dole d'alimentation en faveur de l'éducation et de la nutrition infantile. Le PAM a reçu près de 40 pour cent du financement total du programme McGovern-Dole au cours de l'exercice financier de 2005, et a soumis les propositions de 15 pays remplissant les conditions requises pour l'exercice financier 2006.

## Principales réalisations des programmes d'alimentation scolaire du PAM

7. Le Service de l'alimentation scolaire continue de centrer ses efforts sur l'appui aux bureaux de pays, les partenaires, les gouvernements bénéficiaires et les problèmes que cela pose. Il s'agit en dernier ressort de fournir des services et des directives sur les problèmes de politique générale, de donner des avis techniques, de renforcer les partenariats et de plaider la cause de l'alimentation scolaire. Dans l'immédiat, le but est de renforcer les capacités et les compétences des gouvernements et des institutions pour les mettre en mesure de concevoir, d'exécuter et de gérer des programmes nationaux d'alimentation scolaire appuyant les politiques et les buts de l'éducation nationale ainsi que les objectifs de développement. Du fait que le PAM approuve de plus en plus d'activités d'aide alimentaire appuyant des programmes d'éducation de base débordant donc le cadre de l'alimentation dans les écoles primaires, comme l'éducation préscolaire et de la petite enfance, les programmes d'alphabétisation des adultes — notamment des adolescentes et des femmes — et l'aide non-alimentaire à l'appui d'interventions de nutrition, d'hygiène et de santé dans les écoles, il sera fait référence dans ce document aux activités vivres pour l'éducation.
8. Face aux difficultés rencontrées, le Service de l'alimentation scolaire a été amené à prendre en 2004 un certain nombre de décisions importantes concernant notamment la décentralisation de l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire, qui ne sera plus assurée par le siège mais par les bureaux de pays.

## Enquêtes de référence et de suivi

9. Depuis quatre ans, l'enquête normalisée sur l'alimentation scolaire fournit des données de suivi et d'évaluation sur des programmes d'alimentation scolaire bénéficiant de l'aide du PAM dans 67 pays. Les résultats publiés en 2005 attestent que ces programmes ont contribué de manière importante à améliorer l'accès à l'éducation primaire et élémentaire. Les résultats des enquêtes conduites de 2003 à 2004 dans les écoles aidées par le PAM dans 25 pays ont notamment montré une augmentation de la scolarisation des filles, une fréquentation scolaire satisfaisante et une amélioration du rapport garçons/filles en faveur des filles. Il est donc évident que l'alimentation scolaire du PAM contribue à promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'égalité entre hommes et femmes et l'émancipation des femmes et des filles.
10. Au premier niveau les données sur l'alimentation scolaire ont été réunies au moyen de questionnaires remplis dans les pays et envoyés au Service de l'alimentation scolaire pour traitement et analyse. Elles ont été enregistrées dans une base de données centrale, puis reprises, triées et analysées. À partir de l'automne de 2005, le traitement des données sera décentralisé du siège aux bureaux de terrain. Le but est de renforcer la capacité d'exécution des enquêtes des bureaux de pays et des bureaux régionaux.



11. En fournissant des instruments et des informations, et en prenant en charge une partie des coûts, le Service de l'alimentation scolaire épaulera sérieusement les bureaux de pays à chaque étape du processus de décentralisation. Celle-ci offre l'occasion d'atteindre l'objectif stratégique du PAM qui est de renforcer son potentiel et celui des bureaux de terrain des contreparties. Au nombre des avantages escomptés figurent le transfert de connaissances et de compétences, l'amélioration de la circulation de l'information sur le terrain et, surtout, la rapidité d'accès aux résultats aux fins de décisions.
12. Le Service de l'alimentation scolaire a établi un nouveau logiciel grâce auquel les bureaux de pays et les bureaux régionaux peuvent introduire, traiter et analyser les données via une base accessible par le réseau du PAM. Les résultats des enquêtes étant obtenus automatiquement, les utilisateurs pourront se concentrer sur l'interprétation des données, puis modifier en conséquence la conception du programme. Pour faciliter la collecte des informations, le questionnaire a été simplifié et intégré à l'approche commune du suivi et de l'évaluation du PAM. Il est actuellement traduit en arabe, en espagnol, en français et en portugais. Des ateliers de formation pratique des formateurs réunissant le personnel du PAM et les contreparties faciliteront le processus de décentralisation. Les premiers pays à bénéficier de la formation seront la Sierra Leone et le Timor-Leste en octobre et en novembre 2005. On pense qu'à la fin de 2007, quand prendra fin l'approche commune de suivi et d'évaluation, au moins 80 pour cent de tous les pays devant effectuer des enquêtes de référence ou de suivi sur l'alimentation scolaire pourront mener celles-ci à bien avec l'aide du Service de l'alimentation scolaire.

### Prestations de services essentiels

13. Reconnaissant l'importance d'un milieu scolaire sain, le PAM a conclu en 2002 un accord de partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour collaborer à un ensemble d'interventions d'un bon rapport coût-efficacité —les prestations de services essentiels<sup>2</sup>— en vue d'améliorer l'état nutritionnel et la santé des écoliers. Le renforcement de la collaboration entre les deux organisations vise à améliorer la convergence et les synergies par une programmation conjointe axée sur des buts et des objectifs communs, en ce qui concerne notamment l'Éducation pour tous et les OMD.
14. Le renforcement du partenariat entre l'UNICEF et le PAM pour l'amélioration de la santé et de la nutrition des écoliers fournit l'occasion de recentrer les ressources sur l'hygiène scolaire et de donner effet au droit des enfants à l'éducation.
15. Un mémorandum d'accord tenant mieux compte du cadre de la coopération a été signé entre l'UNICEF et le PAM dans 40 pays. Certains ont signé la lettre d'accord pour une programmation conjointe; d'autres ont préparé des propositions de projets conjoints pour obtenir des fonds supplémentaires appuyant la mise en œuvre de prestations de services essentiels dans des domaines tels que l'information sur le VIH/sida, la promotion de l'éducation des filles, le déparasitage systématique, l'eau potable et les latrines, la supplémentation en micronutriments, les potagers scolaires et la prévention du paludisme. Le but est d'assurer des prestations de services essentiels dans tous les pays où sont exécutés des programmes vivres pour l'éducation recevant l'aide du PAM. On trouvera ci-après quelques-unes des réalisations les plus importantes rapportées par les bureaux de terrain du PAM en 2005:

---

<sup>2</sup> Le Manuel *The Essential Package: twelve interventions to improve health and nutrition of school-age children* est disponible auprès du Service de l'alimentation scolaire, PAM, Rome.



- Des opérations de déparasitage systématique ont été exécutées avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'UNICEF et du PAM dans 26 pays. Le succès des interventions pilotes a incité certains gouvernements à intégrer le déparasitage des écoliers à des programmes nationaux de lutte antiparasitaire. L'UNICEF, l'OMS et le PAM ont récemment lancé en Afghanistan une campagne massive de déparasitage dans le cadre de laquelle 6,1 millions d'enfants recevront un traitement anthelminthique au cours de l'année scolaire 2005–2006.
- C'est sur le groupe des 6 – 4 ans que sont concentrés tous les espoirs de prévention de la propagation du VIH grâce à des programmes de préparation à la vie. Les programmes d'alimentation scolaire ont fourni une première ligne de défense contre le VIH par des activités d'éducation et de préparation à la vie, visant spécialement les orphelins et les enfants rendus vulnérables par le sida. Le PAM est résolu à aider les gouvernements et leurs partenaires à intégrer des activités d'information sur le VIH/sida et de prévention à tous les programmes d'alimentation scolaire. Jusqu'à présent, l'information sur la prévention du VIH a été intégrée aux programmes dans 16 pays seulement; les activités vivres pour l'éducation ont atteint 22 pour cent de leur objectif qui est de mettre en place des programmes de lutte contre le VIH/sida et d'alimentation scolaire dans les deux tiers au moins des pays.
- De nombreuses écoles de pays en développement sont dépourvues d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires, ce qui augmente l'incidence des maladies chez les élèves. L'absence de latrines adéquates est aussi l'une des raisons pour lesquelles les filles cessent d'aller à l'école à partir d'un certain âge. Le PAM et l'UNICEF ont donc pour but d'équiper toutes les écoles qu'ils aident de latrines séparées pour les garçons et pour les filles, afin de prévenir la promiscuité. L'UNICEF fournit l'équipement nécessaire à l'alimentation en eau potable et aux latrines et prend en charge le coût de leur installation. Par le biais d'organisations partenaires, comme le Groupe TNT, le PAM finance la construction de latrines, de cuisines et de pompes manuelles dans les écoles. L'accent est désormais mis sur la coordination des prestations de services essentiels dans ces écoles afin assurer une meilleure utilisation des ressources. À cette date, 21 pays ont reçu une aide pour l'établissement de potagers et de parcelles boisées scolaires.
- Le PAM considère les interventions touchant à l'environnement dans les écoles comme un important investissement à long terme dans la sécurité alimentaire locale. Dans le cadre de la mise en œuvre des prestations de services essentiels, le PAM et ses partenaires veilleront à ce que soient installés des poêles économes de combustible et à ce qu'une formation à la gestion soit assurée dans toutes les écoles aidées par le PAM. Le PAM et la FAO collaborent sur le terrain à la mise en place de parcelles boisées et de potagers scolaires.

## Partenariats et collaboration interorganisations

16. **FAO.** Le PAM a renforcé sa collaboration avec la FAO au cours de l'année passée et des réunions consultatives ont permis au personnel des deux organisations de discuter de problèmes d'intérêt commun et de procéder à des échanges de vues. La recherche d'appui conjoint sur le terrain à la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux, aux potagers et aux parcelles boisées scolaires, ainsi qu'aux écoles de préparation à la vie destinées aux jeunes agriculteurs, a mobilisé les énergies.
17. **Réseau interorganisations d'éducation dans les situations d'urgence.** Le PAM a participé aux consultations qui ont débouché sur l'établissement du Manuel sur les normes minimales d'éducation dans les situations d'urgence publié par le Réseau et lancé à la fin de



2004. Il participera aussi à une série de cours régionaux sur l'application des normes actuellement en préparation. Il a récemment diffusé des Directives sur l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence, qui fournit des indications complémentaires sur la conception et la mise en œuvre de l'aide à l'éducation proposée dans les opérations d'urgence et de redressement. En février 2005, le PAM a accueilli une réunion du Comité directeur du Réseau où il a été question des possibilités de resserrement de la coopération.

18. **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).** La collaboration du PAM avec le NEPAD est actuellement renforcée au niveau des pays en vue d'aider les pays pilotes à formuler des propositions et à mobiliser des ressources au profit des programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux et de santé. Les discussions avec les fonctionnaires du NEPAD ont notamment porté sur la révision de la contribution des gouvernements, qui représente actuellement 50 pour cent du financement total. Ce niveau a été si dissuasif que sur dix pays pilotes, seuls l'Ouganda, le Ghana et le Nigeria ont soumis des propositions ou sont en train de les finaliser.
19. Les programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux et de santé viennent en tête de l'ordre du jour des dirigeants de ces trois pays; ils ont suscité beaucoup d'intérêt parmi les donateurs et ouvert au secteur privé des possibilités de participation. Le PAM, l'UNICEF et la FAO continueront d'assurer conjointement une aide technique aux gouvernements des pays intéressés, notamment le Mozambique et Madagascar, qui ont récemment indiqué leur intérêt pour l'initiative.
20. **Organisations non gouvernementales (ONG).** La collaboration du PAM avec des partenaires stratégiques comme *World Vision International* (WVI), le deuxième partenaire du PAM par ordre d'importance, a augmenté, cinq pays pilotes ayant réuni leurs efforts pour exécuter des activités conjointes centrées sur l'alimentation scolaire et le VIH/sida. Le PAM et WVI prendront en main ou participeront à des manifestations associant activité de plaidoyer et collecte de fonds, distributions alimentaires, suivi du programme, formation et échanges d'informations. En 2005, le PAM et WVI sont convenus de soumettre les propositions conjointes de deux pays au Fonds George McGovern–Robert Dole d'alimentation en faveur de l'éducation.
21. Le PAM a également décidé de coopérer avec Plan International. Des discussions sont en cours pour déterminer comment les deux organisations peuvent collaborer pour aider les communautés à créer des potagers scolaires et à installer des poêles à bon rendement énergétique dans les écoles aidées par le PAM.
22. **TNT.** L'engagement renforcé d'employés de TNT est le résultat le plus important du programme de volontaires. Après trois mois de travail avec les programmes d'alimentation scolaire sur le terrain, les employés de TNT regagnent leurs pays respectifs, font état de leur expérience et engagent d'autres employés dans des activités de collecte de fonds. En 2004, 1,8 million d'euros ont été collectés pour les activités d'alimentation scolaire du PAM. Un don supplémentaire de 1,5 million d'euros est allé à l'alimentation scolaire. Par la mise en œuvre de microprojets donnant à des volontaires l'occasion de s'impliquer concrètement dans l'action communautaire dans des écoles caractérisées par une forte participation communautaire, 105 projets ont pu être achevés: 13 cantines, 80 fourneaux à bon rendement énergétique, neuf latrines, deux réservoirs d'eau, un puits et une pompe manuelle. À la fin de juillet 2005, 115 microprojets étaient déjà achevés. Plus de 40 000 employés de TNT et du PAM avec leurs familles et leurs amis ont participé à la "Marche mondiale" le 12 juin 2004, collectant plus de 700 000 euros pour aider à nourrir les écoliers. Le 21 juin 2005, à la seconde édition de la "Marche mondiale contre la faim", plus de 200 000 participants ont réuni 1,2 million d'euros, de quoi nourrir 70 000 écoliers.





23. Après deux années de partenariat réussi, TNT et le PAM ont introduit une nouvelle activité dite de "jumelage" qui met en relation chaque unité de TNT avec l'un des cinq pays du PAM accueillant actuellement le programme de volontaires —Cambodge, Gambie, Malawi, Nicaragua et République-Unie de Tanzanie. Les unités de TNT participant à l'activité enverront aux pays jumelés des volontaires et des fonds réunis par les employés. Par le biais de ce système de jumelage, le TNT s'engage à donner au moins 400 000 euros par an à chaque pays pour nourrir les enfants et aider les communautés à doter les écoles de l'infrastructure indispensable en matière de santé et d'hygiène. Ce nouveau modèle assure un appui financier plus durable au programme, et vise à renforcer et à pérenniser les relations entre les pays et les unités du TNT.
24. **Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).** Depuis le Forum mondial sur l'Éducation organisé à Dakar en avril 2000, le PAM participe au mouvement de l'Éducation pour tous sous la conduite de l'UNESCO. Tout récemment, en juillet 2005, il a assisté à la sixième réunion du groupe de travail interorganisations sur l'éducation pour tous tenue à Paris, à laquelle a été reconnue l'importance stratégique des activités vivres pour l'éducation pour les groupes désavantagés, en particulier les populations rurales. Le PAM est également membre de l'équipe interorganisations sur le VIH/sida et l'éducation dirigée par l'UNESCO, qui promeut l'engagement en faveur de l'éducation à la prévention et catalyse les échanges d'informations dans ce domaine.
25. **UNICEF.** L'UNICEF est peut-être le plus important partenaire multilatéral du PAM pour les activités d'alimentation scolaire en raison de l'importance qu'il attache aux enfants et à l'éducation. L'UNICEF et le PAM sont les organisations les plus étroitement liées du Groupe des Nations Unies pour le développement en raison de la forte présence de l'une et de l'autre sur le terrain. Cette circonstance souligne la nécessité de renforcer la collaboration entre les deux organisations, en vue d'une meilleure harmonisation et d'une coopération plus poussée tenant compte de leurs priorités. Le nouveau mémorandum d'accord mondial entre le PAM et l'UNICEF, signé par les directeurs exécutifs des deux organisations le 1er juillet 2005, souligne que la coopération doit essentiellement viser à promouvoir l'éducation de base et est accompagné par trois matrices techniques qui définissent les rôles et les responsabilités de chaque organisation. L'UNICEF s'est engagé à coopérer aux activités touchant à l'alimentation scolaire dans plusieurs forums tenus à l'échelle nationale, régionale et mondiale.
26. D'avril 2002 à septembre 2005, l'UNICEF a prêté au PAM les services d'un haut fonctionnaire chargé d'identifier les stratégies pouvant renforcer la collaboration entre les programmes d'alimentation scolaire appuyés par le PAM et les programmes d'éducation appuyés par l'UNICEF. Conformément à leurs objectifs les deux organisations se sont efforcées de renforcer leur collaboration dans le domaine des prestations de services essentiels afin d'améliorer l'état sanitaire et nutritionnel des écoliers. Une brochure présentant les 12 interventions dans ce secteur est désormais à la disposition du public. Il sera fait en sorte que les écoles bénéficiant d'une aide remplissent les conditions exigées en matière d'éducation, de nutrition, d'hygiène et d'assainissement, ainsi que d'environnement. Les prestations de services essentiels sont devenues une composante standard des stratégies de l'alimentation scolaire au niveau régional ainsi que des alliances nouées entre les deux organisations et des négociations menées par elles dans les pays.
27. **OMS.** L'OMS reste le principal partenaire du PAM dans les activités de déparasitage. Les deux organisations collaborent à l'identification des donateurs susceptibles d'appuyer les programmes de déparasitage exécutés sur le terrain par le PAM et ses partenaires. À la suite de négociations récemment engagées avec Johnson & Johnson qui a son siège aux États-Unis, la compagnie s'est engagée à fournir des comprimés anthelminthiques aux



enfants d'âge scolaire aidés par le PAM. L'OMS continue d'apporter un appui technique aux programmes de déparasitage soutenus par le PAM, examine notamment les propositions et compile les résultats en vue de leur publication dans des revues scientifiques. Le PAM participe au Groupe de travail sur la santé mentale et le soutien psychosocial dirigé par l'OMS, qui relève du Comité permanent interorganisations, et qui est membre de l'Initiative de lutte contre la schistosomiase.

28. **La Banque mondiale.** Les relations avec la Banque mondiale ont été renforcées au cours de l'année passée, notamment par une revue des modalités de démarrage de l'étude triennale de l'impact de l'alimentation scolaire conjointement financée par trois pays. L'étude fera appel aux institutions de recherche des pays hôtes, renforçant ainsi la capacité des groupes de recherche locaux. Il est actuellement prévu qu'elle porte sur deux pays d'Afrique et un pays d'Asie.

## Stratégies régionales

29. **Région de l'Amérique latine et des Caraïbes[hq1].** Un petit bureau installé à Santiago (Chili) assure la gestion au jour le jour du Réseau d'alimentation scolaire d'Amérique latine (LA-RAE). Avec l'aide du Conseil, le Réseau a récemment obtenu un statut juridique du Gouvernement chilien. L'Argentine, le Brésil, la Bolivie et la République dominicaine établissent actuellement des réseaux nationaux ou, à défaut, exécutent des études de faisabilité. Le LA-RAE a récemment conduit une évaluation des programmes d'alimentation scolaire dans les pays d'Amérique latine. Les résultats seront communiqués à la prochaine conférence internationale des LA-RAE, qui se tiendra à Cancun, Mexique, du 28 novembre au 3 décembre 2005.
30. Le site web du réseau ([www.la-rae.net](http://www.la-rae.net)) a facilité l'établissement de chapitres nationaux dans la région, ce qui a ouvert des possibilités de collecte de fonds, d'échanges d'informations et de formation.
31. **Région du Moyen-Orient.** Les préparatifs en vue d'un éventuel réseau couvrant le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe de l'Est se sont poursuivis, bien qu'à un rythme ralenti. Des voyages d'études interpays ont eu lieu d'Afghanistan au Yémen, du Yémen au Pakistan et du Tadjikistan en Égypte. Un atelier technique a été organisé au Caire en septembre 2005; différents aspects des activités vivres pour l'éducation dans la région y ont été discutés avec des représentants de pays où sont exécutés des programmes d'alimentation scolaire bénéficiant d'une aide du PAM et des organisations partenaires, à savoir l'UNICEF, l'OMS et l'UNESCO.
32. **Région du Sahel.** Depuis le lancement de l'Alliance du Sahel en septembre 2003, marqué par la signature d'une déclaration commune des neuf ministres de l'Éducation de la région du Sahel, les progrès ont été lents, malgré les efforts du PAM pour passer du niveau de l'engagement politique à celui de l'action concrète impliquant les gouvernements, les partenaires et les communautés. Les gouvernements italien et français ont manifesté un intérêt particulier pour l'Alliance. Ses objectifs et les plans d'action des pays sont en cours de révision et seront intégrés à d'autres plans d'action, comprenant l'Initiative accélérée en faveur de l'Éducation pour tous de la Banque mondiale du fait que quatre pays de la région sont des pays cibles de l'Initiative. Il pourrait être demandé à des institutions comme l'Union africaine, le NEPAD et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest de présenter les besoins de l'Alliance et de se faire l'avocat de celle-ci au cours des rencontres avec les donateurs et les partenaires de financement. Dans le cadre de consultations régionales régulières, l'UNESCO, l'UNICEF et le PAM sont convenus de renforcer l'aide à l'Alliance et s'emploieront à y intéresser la Banque mondiale et d'autres partenaires.



33. **Région de l'Afrique australe.** La mise en place d'une stratégie pour l'Afrique australe a été proposée à un atelier régional réunissant en février 2004 des fonctionnaires des ministères de l'éducation, de l'UNICEF et du PAM en poste dans les dix pays d'Afrique australe. La stratégie reprendrait le modèle de l'Alliance, qui promeut l'éducation sanitaire et nutritionnelle dans le cadre d'activités d'alimentation scolaire. Étant donné le nombre croissant d'orphelins d'âge scolaire et d'enfants vulnérables dans la région et la nécessité d'atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous, les gouvernements des pays d'Afrique australe, l'UNICEF et le PAM renforceront les partenariats pour permettre aux gouvernements d'exécuter et de développer les programmes vivres pour l'éducation et de faire bénéficier des prestations de services essentiels tout enfant fréquentant un établissement officiel ou non officiel. Une attention particulière ira à l'éducation à la prévention du VIH, à l'acquisition d'aptitudes utiles à la vie, à l'appui psychosocial, à la prévention et au traitement du paludisme. La stratégie a été lancée en septembre 2005, étant entendu que la direction du partenariat incomberait aux gouvernements nationaux qui se sont engagés à assurer son succès.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
LA-RAE	<i>la Red de Alimentación Escolar para América Latina</i> (Réseau d'alimentation scolaire pour l'Amérique latine)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PDP	Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes
PDPF	Service de l'alimentation scolaire
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WVI	<i>World Vision International</i>

